Mouvement des Entreprises de France

Attractivité : la France en deuxième division ?

Publié le 24 mai 2016

Une enquête mondiale du cabinet EY au titre éloquent – « la France distancée » – vient d'apporter une nouvelle confirmation de la dégradation de l'attractivité de la France.

Au lieu de réagir, on vient de gâcher une nouvelle opportunité de réforme de notre marché du travail au travers de la loi El Khomri. Sans parler des images actuelles de violence et de blocage du fait d'une minorité irresponsable qui sont dramatiques. Il faut réagir !

Alors que les pays du continent européen ont su tirer parti d'un regain d'intérêt de la part des investisseurs internationaux qui s'est traduit par une augmentation du nombre d'implantations en 2015, les investissements étrangers dans l'Hexagone ont reculé de 2%.

Il est inconcevable que la France soit le seul pays à ne pas avoir su bénéficier de la dynamique d'investissement étrangers en Europe, au point de se voir « évincée de la compétition Royaume-Uni / Allemagne ». Et cela sans compter que, parallèlement, la lente hémorragie des sièges sociaux quittant notre pays se poursuit : après les départs d'Alcatel, Alstom Power et Lafarge, Technip vient d'annoncer son déménagement à Londres.

Malgré la mise en place du CICE ou la création de la Frenchtech qui ont permis d'amortir le choc, l'enquête montre un décrochage constant et dramatique de notre pays.

Avec tous les atouts dont dispose la France, il n'y a pourtant aucune fatalité. Les maux sont connus, les constats établis, mais la volonté de faire bouger les choses fait dramatiquement défaut.

Les investisseurs internationaux pointent sans surprise la fiscalité-repoussoir et notre organisation du marché du travail aux rigidités multiples (charges sociales, 35 heures, roulettes des prud'hommes…).

Or, non contents de manquer une occasion unique de réformer de notre marché du travail avec une loi El Khomri vidée de son sens, nos élus accumulent des dispositifs qui découragent un peu plus les investisseurs étrangers : compte pénibilité qui entrera en vigueur le 1er juillet, reporting pays par pays, projet de loi « devoir de vigilance »…

Plus dramatique encore, les images des violences et des blocages de ces derniers jours, viennent saboter un peu plus une attractivité déjà affaiblie.

Pour **Pierre Gattaz, président du Medef** : « *Je suis consterné de voir que l'attractivité de la France continue à se dégrader sans que cela semble inquiéter nos élus. Moins d'entreprises et moins de sièges sociaux cela signifie moins d'emplois. Or au lieu de réagir, on vient de gâcher une nouvelle opportunité de réforme de notre marché du travail au travers de la loi El Khomri. Sans parler des images actuelles de violence et de blocage du fait d'une minorité irresponsable qui sont dramatiques. Il faut réagir !* »